

BACCALAURÉAT GÉNÉRAL

SESSION 2012

SCIENCES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES

Série : **ES**

DURÉE DE L'ÉPREUVE : 4 heures + 1 heure

COEFFICIENT : 7 + 2

L'usage de la calculatrice est strictement interdit.

Pour l'enseignement obligatoire, le candidat traitera au choix soit la dissertation, soit la question de synthèse.

Pour l'enseignement de spécialité, le candidat traitera au choix soit le sujet A, soit le sujet B.

Ce sujet comporte 11 pages numérotées de 1/11 à 11/11.
Dès que ce sujet vous est remis, assurez-vous qu'il est complet.

Dissertation appuyée sur un dossier documentaire

Il est demandé au candidat :

- de répondre à la question posée explicitement ou implicitement dans le sujet ;
- de construire une argumentation à partir d'une problématique qu'il devra élaborer ;
- de mobiliser des connaissances et des informations pertinentes pour traiter le sujet, notamment celles figurant dans le dossier ;
- de rédiger en utilisant un vocabulaire économique et social spécifique et approprié à la question, en organisant le développement sous la forme d'un plan cohérent qui ménage l'équilibre des parties.

Il sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.

SUJET

L'État-providence permet-il toujours d'assurer la cohésion sociale ?

DOCUMENT 1

L'État-providence est celui qui intervient pour assurer la prise en charge collective des fonctions de solidarité. [...]

La pauvreté, les difficultés de vie des personnes âgées, l'insécurité face à la maladie et l'incapacité d'y faire face avec les seules ressources du ménage expliquent l'intervention des institutions. [...]

Ce qui est protégé est non un individu particulier, mais des droits par le biais de lois universelles. En d'autres termes, alors que dans les sociétés dépourvues de droits sociaux les citoyens restent dépendants du sens de la solidarité des autres (réciprocité, charité ou solidarité volontaire), dans l'État social il faut et il suffit d'entrer dans des catégories reconnues (malade, invalide, retraité, chômeur, pauvre) pour bénéficier du droit aux prestations ou aux allocations. [...]

Ces droits peuvent être la résultante de contributions sociales versées, ou de leur statut de citoyen, ou de l'examen de leurs besoins. Très souvent ils peuvent bénéficier d'aides complémentaires dans le domaine du logement, de l'éducation, de la famille pour des problèmes spécifiques.

Source : François-Xavier MERRIEN, *L'État-providence*, Collection Que sais-je ?, Presses Universitaires de France, avril 2007.

DOCUMENT 2

Indicateurs socio-économiques en France

	1990	2001	2005	2008	2009
Nombre de bénéficiaires des minima sociaux ⁽¹⁾ (en milliers)	2 862,4	3 000,0	3 198,5	2 998,2	3 199,7
Taux de pauvreté des ménages en % (seuil à 50% du revenu médian)	6,6	6,9	7,2	7,1	7,5
Chômeurs au sens du Bureau international du travail (BIT) (en milliers)	1 975	2 022	2 477	2 172	2 700
Taux de chômage au sens du BIT (en %)	7,9	7,8	8,9	7,4	9,1

Sources : INSEE- DGI, *Enquêtes Revenus fiscaux et sociaux*, 1970-2009, *Enquêtes Emploi*, 1975-2009, INSEE-DGFIP-Cnaf-Cnav-CCMSA.

⁽¹⁾ Les minima sociaux visent à assurer un revenu minimal à une personne (ou à sa famille) en situation de précarité. Ce sont des prestations sociales versées sans contrepartie de cotisations (exemples : revenu de solidarité active, allocation aux adultes handicapés...).

DOCUMENT 3

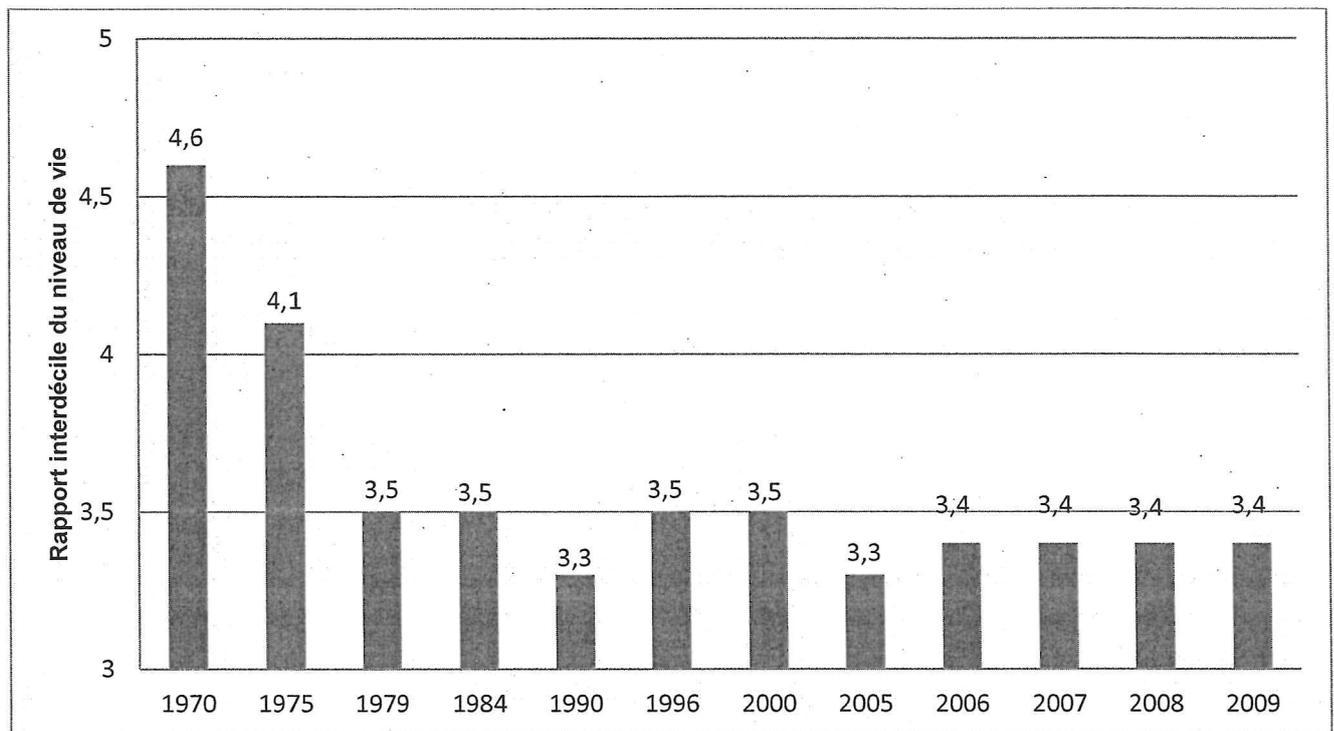
À partir de la fin des années 1970, les conséquences sociales de la crise économique se font de plus en plus sentir. [...] À cette époque, on assiste à l'émergence de nouvelles représentations des problèmes sociaux qui sont reformulés en termes de pauvreté puis d'exclusion. Ces nouveaux problèmes ne semblent pas gérables par les secteurs existants de la Sécurité sociale. [...]

Le système de protection sociale, conçu pour une situation de plein emploi, exige des durées de travail préalables pour l'ouverture des droits. Dans une période de crise économique marquée par une élévation du taux de chômage, l'appartenance professionnelle comme condition d'accès aux prestations sociales devient inadaptée. Le système ne peut prendre en charge et protéger ceux qui ne travaillent pas ou pas suffisamment pour acquérir des droits [...]. Le système de protection sociale lui-même est accusé de renforcer les mécanismes d'exclusion sociale. De plus en plus d'analyses se développent au cours de cette période pour montrer que non seulement l'approche [...] de l'État-providence est incapable de prendre en charge les problèmes nouveaux, mais qu'en outre elle participe à la production de ces nouveaux problèmes. L'efficacité sociale du système est remise en cause.

Source : Bruno PALIER, *Gouverner la sécurité sociale*, Presses universitaires de France, 2005.

DOCUMENT 4

Niveau de vie⁽¹⁾ des 10% des ménages les plus riches rapporté à celui des 10% les plus pauvres



Champ : personnes vivant en France métropolitaine dans un ménage dont le revenu déclaré au fisc est positif ou nul et dont la personne de référence n'est pas étudiante.

Sources : D'après INSEE, DGI, *Enquêtes Revenus fiscaux de 1970 à 1990*,
Enquêtes Revenus fiscaux et sociaux rétrospectives de 1996 à 2004,
INSEE ; DGFIP ; Cnaf ; Cnav ; CCMSA, *Enquêtes Revenus fiscaux et sociaux 2005 à 2009*.

⁽¹⁾ Le niveau de vie est le revenu des ménages après redistribution. Il est évalué en tenant compte de la composition des ménages.

DOCUMENT 5

À partir du milieu des années 1970 on voit se développer des formes de protection qui obéissent à une logique différente. [...]

Sans assimiler les unes aux autres ces dispositions qui forment un paysage complexe, il faut remarquer en premier lieu que les aides qu'elles procurent sont *inférieures* à celles qui sont construites à partir du travail. Ensuite elles sont accordées *sous conditions*, c'est-à-dire que, même si certaines correspondent à des droits, leurs bénéficiaires doivent manifester qu'ils sont en quelque sorte en-deçà du régime commun, qu'ils sont dans le besoin et relèvent d'une assistance. Cette situation peut avoir des effets profondément stigmatisants comme l'illustre l'évolution de la représentation du Revenu minimum d'insertion (RMI) très largement accueilli à sa création en 1988 comme une mesure positive par l'opinion publique et par le milieu politique. Mais la qualification de « Rmiste » est progressivement devenue pour beaucoup une étiquette péjorative⁽¹⁾, et même pour certains infâmante⁽²⁾.

Source : Robert CASTEL, « Grand résumé de *La Montée des incertitudes. Travail, protections, statut de l'individu*, Paris, Éditions du Seuil, La couleur des idées, 2009 », Revue *Sociologies* [<http://sociologies.revues.org/index3276.html>].

⁽¹⁾ qui implique un jugement négatif tendant à déprécier la personne.

⁽²⁾ dégradante, déshonorante.

DOCUMENT 6

Revenus mensuels avant et après transferts sociaux selon la situation familiale en France en 2001

Revenus mensuels en euros	Avant transfert	Après transfert	Evolution en %
Familles monoparentales	878	1 055	+20
- Ayant un enfant	1 048	1 140	+9
- Ayant deux enfants	847	1 034	+22
- Ayant trois enfants et plus	482	865	+80
Couples avec enfant(s)	1 365	1 375	+1
Ensemble des ménages avec enfant(s)	1 309	1 338	+2
Ensemble des ménages	1 417	1 385	-2

Champ : ménages ordinaires, sauf étudiants, enfants de moins de 25 ans non mariés.

Source : DGI-INSEE, Enquête revenus fiscaux 2001 et Drees, données extraites du *Rapport sur les familles monoparentales en France*, Centre d'étude de l'emploi, juin 2007.

Question de synthèse étayée par un travail préparatoire

Il est demandé au candidat :

1. de conduire le travail préparatoire qui fournit des éléments devant être utilisés dans la synthèse.

2. de répondre à la question de synthèse :

- par une argumentation assortie d'une réflexion critique, répondant à la problématique donnée dans l'intitulé,
- en faisant appel à ses connaissances personnelles,
- en composant une introduction, un développement, une conclusion pour une longueur de l'ordre de trois pages.

Ces deux parties sont d'égale importance pour la notation.

Il sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.

THÈME DU PROGRAMME :

Croissance, capital et progrès technique

I - TRAVAIL PRÉPARATOIRE (10 points)

Vous répondrez à chacune des questions en une dizaine de lignes au maximum.

- 1) Peut-on établir une relation entre les dépenses de recherche et de développement (R&D) et le taux de croissance de la productivité du travail ? **(document 1) (2 points)**
- 2) Quelles sont les causes de l'augmentation de la productivité du travail évoquées dans le **document 2** ? **(2 points)**
- 3) Donnez la signification de la valeur encadrée. **(document 3) (1 point)**
- 4) En comparant les données de la France avec celles de l'Allemagne, montrez que les gains de productivité du travail favorisent la croissance. **(document 3) (2 points)**
- 5) Donnez un exemple d'une « innovation de procédé ». **(document 4) (1 point)**
- 6) Expliquez le passage souligné. **(document 4) (2 points)**

II - QUESTION DE SYNTHÈSE (10 points)

Après avoir présenté les principaux facteurs des gains de productivité, vous montrerez les effets de ces gains sur la croissance.

DOCUMENT 1

Dépenses intérieures de recherche et développement (DIRD) en pourcentage du PIB et taux de croissance annuel moyen de la productivité horaire du travail

Pays	DIRD (en % du PIB)		Taux de croissance annuel moyen de la productivité horaire du travail (en %)
	1996	2008	1996-2008
France	2,27	2,11	1,5
Allemagne	2,19	2,68	1,5
Japon	2,80	3,44	1,9
Etats-Unis	2,54	2,79	2,1

Source : portail statistique de l'OCDE, www.ocde.fr.

DOCUMENT 2

La nouvelle organisation peut prendre différents visages : le travail en équipe, la diminution de la hiérarchie, la participation des salariés, la prise en compte de leurs idées (cercles de qualité), le management par la qualité, les flux tendus, etc. Chaque travailleur acquiert plus de responsabilité dans la nouvelle organisation du travail, vis-à-vis tant du contenu du travail que des objectifs poursuivis. Les études montrent que les changements opérationnels, mis en œuvre dans les entreprises en même temps que l'investissement dans les Technologies de l'information et des communications (TIC), se traduisent par des gains de la productivité du travail. [...] En d'autres termes, l'utilisation productive des TIC est étroitement liée à l'innovation en général, notamment au travers de la reconfiguration des processus. Le changement organisationnel, couplé à l'adoption de TIC, permet ainsi aux entreprises d'innover, ce qui augmente leur capacité d'ajustement à l'évolution du marché.

Source : Jean-Hervé LORENZI, Alain VILLEMEUR,
L'innovation au cœur de la nouvelle croissance, Economica, 2009.

DOCUMENT 3

Évolution de la productivité du travail (en indices, base 100 en 2005) et du PIB (en indices, base 100 en 2005) en France et en Allemagne

	2005	2006	2007	2008
Productivité du travail				
France	100	102,9	102,4	101,4
Allemagne	100	103,1	104,1	103,9
PIB				
France	100	102,5	104,8	104,7
Allemagne	100	103,4	106,1	107,2

Source : portail statistique de l'OCDE, www.ocde.fr.

DOCUMENT 4

La croissance de la production [...] dépend dans le long terme de la productivité et de la main-d'œuvre disponible. [...]

Supposons qu'une entreprise augmente sa productivité grâce à une innovation de procédé. Le gain total engendré par l'innovation se répartit entre trois catégories d'agents. Les consommateurs bénéficient d'une réduction de prix, qui augmente leur revenu réel, et ils augmentent donc leur demande adressée à l'entreprise innovante elle-même ou à d'autres entreprises. Les travailleurs peuvent recevoir une augmentation de salaire du fait de la meilleure santé de l'entreprise, salaires qu'ils dépenseront en biens et services achetés à d'autres firmes (qui créeront donc de l'emploi). [...] Enfin, les actionnaires bénéficieront de l'augmentation des profits et accroîtront comme les salariés leur demande adressée aux autres entreprises. Ainsi, et c'est là le point important, le surcroît de productivité engendre un *revenu*, et donc un surcroît de demande, qui lui est équivalent.

Source : Dominique GUELLEC, *Économie de l'innovation*, La Découverte, 2009.

SUJET A

Ce sujet comporte deux documents.

THÈME DU PROGRAMME :

Conflits de classes et changement social

DOCUMENT 1

À mesure que grandit la bourgeoisie, c'est-à-dire le capital, le prolétariat se développe aussi, classe des ouvriers modernes, qui ne vivent qu'en trouvant du travail, et qui n'en trouvent que si le travail accroît le capital. Ces ouvriers, contraints de se vendre au jour le jour, sont une marchandise, un article de commerce comme un autre et se trouvent ainsi exposés à toutes les vicissitudes⁽¹⁾ de la concurrence, à toutes les fluctuations du marché.

Le travail des prolétaires a perdu tout attrait avec le développement du machinisme et la division du travail. Le travailleur devient un simple accessoire de la machine ; on n'exige de lui que l'opération la plus simple, la plus monotone, la plus vite apprise. Par conséquent, le coût du travailleur se limite à peu près à ce qu'il lui faut pour vivre et perpétuer sa descendance. [...] Il y a plus : la somme de travail s'accroît avec le développement du machinisme et la division du travail, soit par l'augmentation des heures effectuées, soit par l'augmentation du travail exigé dans un temps donné, l'accélération du rythme des machines, etc. [...] Ce despotisme⁽²⁾ est d'autant plus mesquin, odieux, exaspérant, qu'il proclame ouvertement le profit comme son but unique.

Source : Karl MARX et Friedrich ENGELS, *Manifeste du parti communiste*, Éditions 10/18, 1962, [Première édition 1848].

(1) Vicissitudes : instabilités, déséquilibres.

(2) Despotisme : forme de domination, d'oppression.

DOCUMENT 2

Le système protecteur français ouvre une ère nouvelle de stabilité et de sécurité pour des millions de travailleurs. La Sécurité sociale fait disparaître l'incertitude des lendemains. Par ailleurs, l'Etat-providence français s'est constitué dans un contexte historique particulier auquel il reste identifié. Il s'est édifié durant la période de forte croissance économique [+ 5 % par an] de l'après-guerre (1950-1975). Cette période, outre par une croissance régulière du pouvoir d'achat et l'accès à la société de consommation (voiture, réfrigérateur, télévision...), se caractérise aussi par une sorte de garantie de l'emploi. Non seulement le chômage demeure à un niveau très faible (1,7 % [de la population active] en 1968), mais la France souffre en permanence d'une pénurie de main d'œuvre.

Source : François-Xavier MERRIEN, « La société démocratique face aux inégalités », *Cahiers français*, n° 314, mai-juin 2003.

QUESTIONS

- 1) À partir de vos connaissances et du **document 1**, vous présenterez les principales caractéristiques du mode de production capitaliste selon Marx. (8 points)
- 2) Selon Karl Marx, comment les détenteurs du capital peuvent-ils augmenter leur profit ? (**Document 1**) (6 points)
- 3) L'évolution de la condition des salariés décrite dans le **document 2** est-elle conforme à l'analyse marxiste ? (6 points)

SUJET B

Ce sujet comporte deux documents.

THÈME DU PROGRAMME :

Sous-emploi et demande

DOCUMENT 1

Lorsque le revenu croît, la consommation croît aussi, mais dans une mesure moindre. [...]

Ce sont la propension à consommer et le montant de l'investissement nouveau qui déterminent conjointement le volume de l'emploi et c'est le volume de l'emploi qui détermine de façon unique le niveau des salaires réels – et non l'inverse. Si la propension à consommer et le montant de l'investissement nouveau engendrent une demande effective insuffisante, le volume effectif de l'emploi sera inférieur à l'offre de travail qui existe en puissance au salaire réel en vigueur [...].

Cette analyse nous explique le paradoxe de la pauvreté au sein de l'abondance. Le seul fait qu'il existe une insuffisance de la demande effective peut arrêter et arrête souvent l'augmentation de l'emploi avant qu'il ait atteint son maximum.

Source : J.M. KEYNES, *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, Payot, 1969. [première édition 1936]

DOCUMENT 2

	Taux de chômage harmonisé ⁽¹⁾ (en %)		Taux de croissance annuel moyen du coût unitaire de la main- d'œuvre (en %)
	2004	2007	2004-2007
France	9,2	8,4	1,6
Allemagne	10,5	8,8	-0,8
Espagne	10,6	8,3	2,9
Japon	4,7	3,9	-0,8
Etats-Unis	5,5	4,6	2,3

Source : Calculs à partir des statistiques de l'OCDE, stats.oecd.org.

⁽¹⁾ Taux de chômage permettant les comparaisons internationales

QUESTIONS

- 1) À l'aide de vos connaissances et du **document 1**, vous présenterez les déterminants du niveau de l'emploi selon Keynes. (9 points)
- 2) Montrez que dans le passage souligné Keynes s'oppose à une autre analyse du chômage. (**document 1**) (5 points)
- 3) Les données du **document 2** confirment-elles l'analyse keynésienne du chômage ? (6 points)